

Enbat

Tribunal constitutionnel
et statut catalan

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
6 mai 2010
n° 2127
1,30 €

Udalbiltza 7 ans d'incertitude





Sans retour

PEUVENT-ILS encore faire marche arrière, se demandent de nombreux observateurs... Il semblerait, cette fois, que non. L'aile politique de la gauche abertzale paraît enfin prendre le dessus sur les militaires, étrangement inactifs ces derniers temps. Intégrant l'idée que «*mieux vaut faire un pas tous ensemble plutôt que dix tout seul*», adage éprouvé avec succès ici en Iparralde, les ex-Batasuna avancent leurs pions un à un. Ainsi, le 25 avril, ils étaient plus d'une centaine à demander à ETA d'apporter une réponse constructive à la déclaration de Bruxelles du 29 mars (appuyée par quatre prix Nobels de la Paix) dans laquelle il était demandé à l'organisation de proclamer une trêve durable et vérifiable.

Ils progressent pas à pas, c'est vrai. Pas assez rapidement pour certains, peut-être. Mais ils progressent, et très majoritairement ensemble, selon l'image qu'ils nous en donnent. Preuve en est, la qualité et la diversité des personnalités qui, déclaration après déclaration, assurent de leur soutien.

Comment pourraient-ils aller plus vite? Convaincre tant de personnes qui se sont engagées, qui ont cru en la lutte armée, qui ont subi la répression et qui souffrent encore dans leur chair, que ce cycle se termine, que le flambeau doit être passé, que l'avant-garde, nuisible et déconnectée de la réalité doit tirer sa révérence pour laisser les politiques seuls porter le fer sur le terrain des idées. Laissons-leur le temps de faire le pas tous ensemble!

Aujourd'hui, c'est vers l'organisation armée abertzale que se tournent tous les regards, non vers le gouvernement espagnol. Car c'est bien dans le camp abertzale que les déclarations des dernières semaines suscitent un immense espoir, non chez les dirigeants espagnols qui montrent plutôt des signes de nervosité et tentent de relativiser la portée des propos, plaçant la barre des exigences toujours plus haut. Rendez-vous compte! Si demain ETA s'efface en Pays Basque, Zapatero, Rubalcaba et Lopez n'auront même plus la lutte antiterroriste à mettre devant les yeux pour détourner les esprits du véritable désastre dont ils sont responsables: une situation économique catastrophique pour l'Espagne, un déficit démocratique scandaleux pour le gouvernement qui dirige Euskadi...

Batasuna et ses héritiers savent tout cela, mais il leur faut des élus pour le dire plus fort. Désirant retourner dans l'arène politique dont on les a injustement privés depuis des années, ils savent que les «*hispano-constitutionnalistes*» ne seront combattus efficacement qu'argument contre argument, avec derrière, cette légitimité des urnes qui fait tant défaut à l'organisation clandestine.

Et Iparralde dans tout ça? Nul doute que l'absence d'une véritable lutte armée a permis à Batasuna de continuer à exister politiquement et électoralement dans le paysage. Mais la persistance d'actions clandestines qui entraîne mécaniquement un cycle répressif toujours plus fort et de nouveaux drames pour la jeunesse, doit ici aussi cesser une fois pour toutes. Et certains propos entendus ça et là, même isolés espérons-le, peuvent parfois faire froid dans le dos...

Lotsagarria !

MEXIKOKO Golkoan, petrolio plataforma baten lehertzeak, ikaragarriko marea beltza sortu du Alabama, Florida eta Luisianako kostaldeetan. Makur handi bat, katastrofe ekologiko berri bat. Ameriketak eta mundu osoak ezagutu duten kaltegarrienetarik bat. Zortzi ehun mila pinta petrolio isurtzen dira egunean eta jadanik atera den petroliok bi mila kilometro koadro estaltzen zituen aste hastapen honetan. Zenbaki horiek egunez egun emendatu behar lukete zientifiko batzuen arabera. Duela hogeita hamar urte, beti Mexikoko Golkoan, istripu bera gertatu zen: Ixtoc1 plataformaren su hartzeak amerikar istorioko marea beltz handienetarik bat ekarri zuen. Bederatzi hilabetez milioi bat eta erdi tona petrolio isuri ziren golkoan. Denek gogoan ditugu, geroztik ere iragan direnak, 1978an «*Amoco Cadiz*» ontzia britainiako kostaldea jo zuen. Frantses istorioko marea beltz bortitzena. Hamar mila xori hil ziren. 1989an «*Exxon Valdez*»-ek Alazkako bi mila kilometre kosta xehatzen zituen. 1999ko bukaeran, «*Erika*»ren istripuak frantses mendebaleko kostaren parte zabal bat beltzatzen zuen. Berrehun mila tona petroliok funditu zituzten laurehun kilometro kosta. 2002an «*Prestige*» ontzia bi partetan puskatu eta, Galizia, Portugala, Euskal Herria eta Britainia hegoaldea zikindu zituen. Lau astez ehun tona petrolio isuri zituen egunero. Berrehun, berdin hirurehun mila xori hil ziren. Nork erraiten ahal du petrolioaren biltze eta garraioaren arriskuak ez direla, ez zirela ezagutuak. Katastrofe berri honen ondotik, amerikar admi-

nistrazioak debekatu nahi ditu zilatze berriak Mexikoko Golkoan eta itsas guzietan. Bi mila edo hiru mila milioi dolare xahutu beharko dira Luisianako eta beste lurraldeetako kalteak garbitzeko. Milioi dolare horietan ez dira kontatuak hilen diren milaka arrain, xori, abere, lore, zingira eta beste ekosistema... Betiko galduak. Betiko galduak izan ziren bezala «*Ixtoc1*», «*Amoco Cadiz*», «*Exxon Valdez*», «*Erika*» et «*Prestige*» petrolio ontziek sortu zituzten desmasietan. Ez ote da sobera erraz, istripu berri bat iragan eta, zulaketa eta garraio molde horiek debekatzea, edo proposatzea debekatzea? Nor dira hobendunak? Enpresak, beti diru gehiago irabazi nahiz? Gobernuak, petrolioari lehentasuna emanez? Gizartea, gu, sistema hori ez ukatzeagatik? Denak naski. Alta, baditugu kontra adibide batzuk non segurtasun printzipioaren izenean gauzak bortxatzen ahal diren. Berrikitari, Islandiako sumendi batetako kearengatik Europako hegazkin guziak lurtean gelditu behar ukan dute. Segurtasun neurri batengatik. Erabaki zuzena, edozeinek edozein gauza erranik ere. British Petroleum enpresa prest bada amerikar kosten garbitzeko bi miliar euroren ezartzeko, zergatik ez ditu aitzinetik ezarri bere petrolio plataformen segurtatzeko? Petrolioaren erabiltzeak sobera arrisku sortzen badu gure ingurumenarentzat, ez ote dugu beste energia batzuei buruz itzuli behar? Luisianako marea beltzak frogatzen digu, berritoki, gauzek ezingo dutela horrela segitu. Gure geroa, gure ondorengoen geroa segurtatu nahi badugu, gure bizi moduak aldatu beharko ditugu. Eta ez gutti!



CETTE SEMAINE

TARTARO
 S'EST ÉTONNÉ

La réunification de Chypre est-elle toujours possible ?

● David Lannes

C'EST un terrible revers, voire un arrêt de mort pour tout espoir de réunification de l'île de Chypre. En remportant les élections présidentielles de la République turque de Chypre Nord (RTCN), Dervish Eroglu a brutalement refermé la fenêtre d'opportunité qu'avait ouverte son prédécesseur Mehmet Ali Talat. Le dirigeant le plus favorable à la réunification de l'histoire de ce petit Etat paria (reconnu par la seule Turquie) doit en effet céder sa place à un membre de la vieille garde nationaliste pro turque qui affirmait le soir de sa victoire vouloir «*toujours coopérer avec notre mère patrie la Turquie*». C'est un immense gâchis.

L'histoire récente de Chypre est en effet une succession d'occasions ratées. Pendant des années, les tentatives de médiation de l'ONU se heurtèrent à l'opposition de Rauf Denktash, président de la RTCN de 1976 à 2005 et équivalent local d'un Ian Paisley en Irlande. Défait aux élections législatives de décembre 2003, le vieux dirigeant fut contraint de nommer au poste de Premier ministre son adversaire de gauche Mehmet Ali Talat, qui fut ensuite élu Président en 2005. Talat réussit à convaincre une grosse majorité (65%) de ses compatriotes d'accepter le plan de réunification proposé par l'ONU et soumis à référendum dans les deux parties de l'île en avril 2004. Malheureusement, la partie grecque de l'île, emmenée par son Président Papadopoulos, rejeta ce plan à 76%.

Beaucoup de cynisme

Ce résultat inattendu plaça l'Union européenne dans une position délicate puisqu'elle avait prévu d'accepter en son sein une île de Chypre réunifiée à la suite de ce référendum. Sa réaction fut probablement la pire possible puisqu'elle accorda, le 1^{er} mai 2004, le statut de membre à la seule moitié grecque de l'île, pourtant responsable de l'échec du référendum. Pour consoler la RTCN, l'UE lui promit des accords commerciaux destinés à rompre son isolement. C'était faire preuve de bien peu de clairvoyance — ou de beaucoup de cynisme — puisque la première mesure prise par Chypre en tant qu'Etat membre fut... d'exercer son droit de veto pour bloquer ces accords!

Dans cette situation déprimante et injuste, l'élection surprise du communiste Christofias à la présidence de la partie grecque de Chypre offrit une seconde chance inespérée aux partisans de la réunification. Compagnons de luttes syndicales, les Présidents des deux parties de l'île se connaissaient et s'appréciaient, et étaient tous deux partisans de la réunification. Une configuration complètement inédite. Deux ans plus tard, la défaite de Talat et l'arrivée d'Eroglu, ancien Premier ministre de Denktash, et partisan affiché d'une confédération d'Etats indépendants, signifièrent l'échec de cette deuxième chance.



Sous perfusion turque

Y en aura-t-il une troisième? Ce n'est pas complètement impossible, mais il faudrait pour cela une convergence assez peu probable des orientations politiques des différents acteurs impliqués. L'UE pourrait enfin accorder à la RTCN les accords commerciaux qu'elle lui avait promis. Un tel revirement est rendu possible par un article du traité de Lisbonne qui a renvoyé de manière complètement inattendue ce dossier devant le Parlement, lequel pourra le transmettre au Conseil qui n'aura besoin que d'une majorité qualifiée pour l'accepter.

La perspective de tels accords pourrait pencher la balance en faveur des partisans de la réunification au sein de la RTCN. Une des raisons principales de l'échec de Talat est en effet le manque de résultats tangibles de 18 mois de négociations. Par ailleurs, la RTCN vit complètement sous perfusion turque, ce qui confère à Ankara de nombreux moyens de pression. Des moyens que la Turquie à tout intérêt à exercer pour pouvoir rejoindre un jour l'UE. Elle pourrait aussi cesser de fermer ses ports et aéroports au trafic chypriote, une mesure coercitive prise pour protester contre le non-respect des promesses de l'UE. Si Ankara levait cette mesure de manière unilatérale, elle prendrait un ascendant psychologique certain sur la France et l'Allemagne (entre autres) qui se cachent pusillaniment derrière le dossier chypriote pour bloquer l'adhésion d'Ankara à l'UE. Telle est la troisième chance que l'on peut se permettre d'espérer. Il serait opportun de la saisir car il est difficile d'en envisager une quatrième.



●●● des dizaines de milliards de dollars dépensés par les dirigeants de Pékin pour organiser l'exposition universelle de Shanghai à la gloire de la puissance économique chinoise. Pendant ce temps les grecs exposent les ruines de l'Acropole.

●●● pas tant que ça qu'une immense marée noire causée par les millions de litres de pétrole s'échappant d'un forage en mer envahisse les côtes du Sud des Etats-Unis. Mais que fait donc le Ku Klux Klan?

●●● pas tant que ça que l'Ukraine se soit résignée à signer avec la Russie un accord prévoyant le maintien de la flotte russe à Sébastopol pendant encore 25 ans contre une baisse de 30% du prix du gaz sibérien vendu à l'Ukraine durant la même période. L'eau contre le gaz, pour éviter l'eau dans le gaz.

●●● pas tant que ça, de la condamnation de Charles Pasqua à un an de prison avec sursis pour malversations. Pour une fois, le Fernandel de l'Etat RPR a été pris la main dans le SAC.

●●● que AVT et Dignidad et Justicia renoncent à faire appel de la relaxe d'Egunkaria. Ce n'est pas l'envie qui leur manquait mais l'argent. Les fachos n'allaient quand même pas se couper une Phalange!

●●● et attristé que le mauvais temps ait empêché la belle Eurne Pasaban d'être la première femme au monde à vaincre les 14 sommets de plus de 8.000 mètres. La Coréenne Oh Eun-sun qui l'a coiffée sur le poteau a déclaré dans son anglais approximatif: «*No Pasaban*».

●●● que, pour attirer l'attention sur la surconsommation des grandes enseignes, Bizi! débranche les lumières de Géant Casino. Bizi! bai, argiak bizi ez!



Tribunal constitutionnel paralysé, référendums : avis de grand frais sur le PS catalan

LA Catalogne et le Parti socialiste catalan n'en peuvent plus d'attendre. Le nouveau statut d'autonomie —cheval de bataille des élections régionales de 2003 qui permit à la gauche d'accéder au pouvoir— approuvé à une très large majorité de 87 % par les députés du «Parlament», approuvé par les Cortés et le Sénat au prix d'un très douloureux rabotage, enfin approuvé par référendum, ne peut toujours pas être appliqué. Le Tribunal constitutionnel (TC) paralysé par un fonctionnement complexe et des dissensions internes entre

le PP majoritaire et le PSOE, est incapable de donner son aval pour faire entrer le cadre de «l'Estatut» dans l'ordre juridique. En Catalogne, le sentiment d'être soumis à la tutelle d'une institution non élue et en panne qui ne brille pas par son propre respect de la légalité, n'en est que plus vif, comme l'est la perte de confiance en une démocratie dont les obligations institutionnelles ont été suivies à la lettre. Le TC n'est pas le Conseil des sages où siègent de savants juristes chargés de dire doctement le droit, tel que se plaisent à le décrire certains à Madrid. Ce n'est qu'un champ clos

où s'étripent la droite et la gauche espagnoles. Sa légitimité est morte.

Payer la facture

La clef de voûte des institutions espagnoles ainsi dévaluée, c'est toute la relation entre la Catalogne et l'Espagne qui s'en trouve affectée, bien au-delà des partis indépendantistes et autonomistes. La vague de référendums locaux non officiels sur l'indépendance du pays, cristallise ce sentiment. Il apparaît que les 20% obtenus en moyenne constituent le noyau dur de ce courant. Un sondage du quotidien *La Vanguardia*

L'impossible légalisation du nouveau statut d'autonomie c

VOICI un aperçu de la gigantesque bataille politico-juridique qui agite l'Etat espagnol autour de l'Estatut.

- **Novembre 2003:** lors d'un grand meeting électoral au Palau San Jordi de Barcelone, José Luis Rodriguez Zapatero encore dans l'opposition, s'engage à mettre en œuvre le futur Statut d'autonomie tel qu'il sera approuvé par la future majorité de gauche au Parlement catalan. Le PSOE gagne les élections locales, puis conquiert le pouvoir en Espagne le 11 mars 2004.
- **30 septembre 2005:** le Parlement catalan approuve par 120 voix pour et 15 contre (PP) le nouveau statut d'autonomie.
- **6 janvier 2006:** le jour de la «Pascua militar», fête officielle de l'armée espagnole, le général de corps d'armée José Mena, commandant en chef des forces terrestres espagnoles, demande qu'au nom de l'intégrité du territoire national, le statut catalan soit largement revu à la baisse. Le terme de «nation» doit être écarté, comme l'obligation de reconnaître la langue catalane et l'indépendance des futurs tribunaux de la

Communauté autonome. Le «problème militaire» est d'une telle acuité dans l'histoire récente de l'Espagne... que le général Mena est immédiatement destitué.

- **21 janvier 2006:** José Luis Rodriguez Zapatero négocie en secret avec Artur Mas leader de CiU —que les socialistes viennent d'évincer du pouvoir en Catalogne avec l'appui de l'ERC et des Verts— une version largement édulcorée du statut qui sera approuvée par les Cortés le 30 mars 2006. Le terme de nation ne figure plus dans l'article 1^{er} mais dans le préambule, la collecte de l'impôt par la Catalogne est limitée à 50 %. Passent à la trappe les sélections sportives propres, le transfert de compétence sur les ports et les aéroports, l'instauration de la Catalogne en tant que circonscription électorale autonome de l'Espagne pour les élections européennes. «Une castration physique» dira l'ancien président de la Generalitat, Jordi Pujol. L'ERC vote contre cette version du statut.
- **25 avril 2006:** Le PP présente en vain aux Cortés une pétition de quatre millions de signatures pour obtenir un référendum de l'ensemble de l'Espagne sur le statut catalan.

- **11 mai 2006:** Le gouvernement catalan traverse une crise grave, le président Pasqual Maragall destitue tous les ministres de l'ERC et provoque des élections anticipées. Lui-même quitte le pouvoir.

- **18 juin 2006:** le statut d'autonomie est approuvé par référendum, 74% des électeurs votent oui, mais la participation n'est que de 49,4%.

- **1^{er} août 2006:** le PP présente un recours contre le statut auprès du Tribunal constitutionnel (TC). Ce parti conteste l'utilisation du terme de nation pour désigner la Catalogne et le traitement de la langue catalane. En septembre, l'ultra-espagnoliste socialiste, Enrique Mugica Herzog, médiateur de l'Etat, lui emboîte le pas. En octobre et novembre 2006, les communautés autonomes de Murcie, Aragon, Baléares, Valenciens et la Rioja font de même.

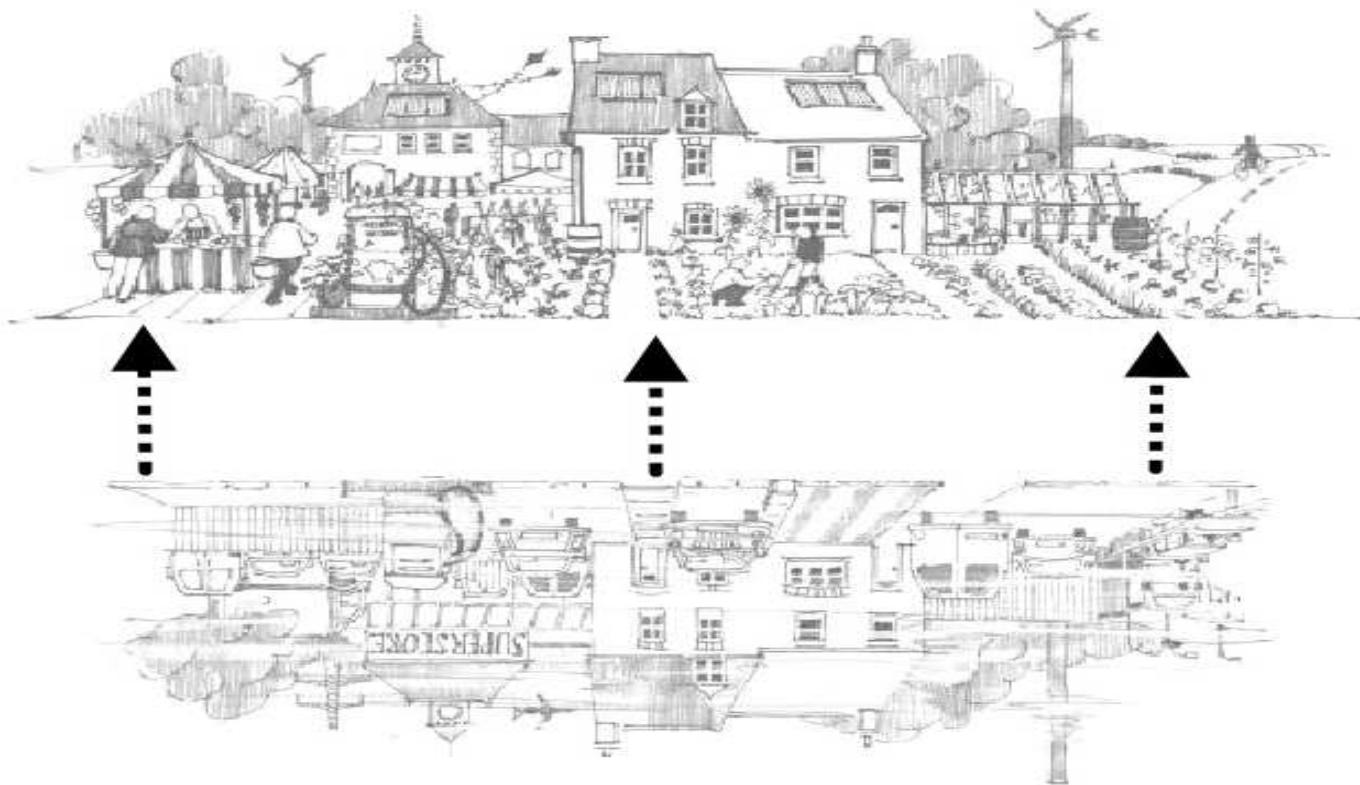
- **2 novembre 2006:** Le PP récuse la présidente du Tribunal constitutionnel car son mari a réalisé un rapport pour le gouvernement catalan qui a servi de base à la rédaction du nouveau statut.

- **Janvier 2007:** Le PP récuse un autre juge

ETIENNE LECOMTE, MEMBRE DE LA COMMISSION ECOLOGIE-SOCIÉTÉ D'ATTAC

"Villes en transition"

Interview d'un "transitionneur" habitant en plein Paris, sur les changements à faire dans nos modes de vie quotidiens et notre façon d'être ensemble



Inspiré du livre de référence "The Transition Book" : un paysage de futur adouci par dessus le reflet du même horizon à notre époque...

Etienne Lecomte, participe au lancement du réseau des Villes en Transition – Île-de-France (centre et banlieues). Il répond aux questions d'Alda! sur les transitions souhaitables et possibles (en vu du double défi que représentent le pic pétrolier et le dérèglement climatique) avant sa venue à Bayonne pour les conférences qu'il animera dans le cadre des journées de Formation de Bizi! des 7 et 8 mai prochain.

Que sont les villes en transition ?

Etienne Lecomte : Le mouvement dit des "Villes en transition" est né en 2005 en

Grande-Bretagne, à partir de l'expérience pionnière menée à Totnes, dans le sud-ouest du pays.

L'intuition de départ est qu'il va falloir faire face très prochainement à deux crises majeures et intimement liées :

✓ *la fin du pétrole bon marché* (du fait de l'entrée dans la phase de diminution des réserves), entraînant la restriction croissante des activités fortement consommatrices en énergie (comme les transports) ou en produits dérivés des hydrocarbures (comme les engrais)

✓ *le changement climatique*, dû aux émissions humaines de carbone dans l'atmosphère, d'où la nécessité de les limiter le plus possible.

Et il n'est pas possible d'aborder l'une sans l'autre : les solutions de remplacement du pétrole qui sont déconnectées du changement climatique se tournent vers l'utilisation des réserves encore importantes de charbon, ce qui amènera une aggravation dramatique des émissions de CO₂, tandis que les prises en compte du changement climatique pensées sans la fin du pétrole sont trop consommatrices d'énergie et donc non viables.

Le mouvement des "Villes en transition" repose sur le constat que les changements à faire concernent nos modes de vie quotidiens et notre façon d'être ensemble.



Etienne Lecomte

Ils doivent donc être pensés d'abord au niveau local. C'est d'autant plus nécessaire actuellement que le niveau politique national et international se montre incapable de mener les initiatives nécessaires.

Ce mouvement est inspiré des principes de la "permaculture", démarche peu connue en France mais plus développée dans le monde anglo-saxon. L'un des fondateurs du mouvement des Villes en Transition, Rob Hopkins, est lui-même enseignant en permaculture. Cela consiste en particulier à :

✓ se baser sur une vision positive du futur, comme un architecte porte l'image positive de la maison qu'il va construire. Il ne faut pas se laisser englober par les projections pessimistes, qui sont une issue effectivement probable si rien n'est fait, mais non certaine puisqu'il est encore temps d'agir. Asséner des projections catastrophiques pour susciter l'action, cela contribue au contraire à empêcher la mobilisation et à pousser au désespoir, au déni, à la fuite en avant.

✓ promouvoir la "résilience" de notre société, c'est-à-dire sa capacité à supporter un choc majeur, capacité qui repose en particulier sur les liens de proximité. Il est donc nécessaire de relocaliser la plupart des activités vitales, en particulier celle de la production de nourriture, face à la fin prochaine de l'agriculture intensive et des transports bon marché.

✓ se situer au niveau local comme au niveau global, car les solutions doivent être à la hauteur des problèmes. Pour être acceptées, elles doivent venir de la base, et non être imposées depuis le haut.

L'appui des élus locaux est utile mais pas en première initiative, et leur absence d'implication ne doit pas empêcher le processus (tandis qu'à l'inverse il faut veiller à ne pas se faire "récupérer", donc discréditer...) :

✓ le changement doit être bien sûr extérieur, sur les systèmes de production et de consommation, mais aussi intérieur, sur notre vision du monde et notre mode de vie. Certains modèles psychologiques peuvent aider à comprendre notre situation, en particulier celui de l'addiction : "l'homo consumatorius" se comporte comme un "accro" au consumérisme. Et pour l'en faire "décrocher", il faut tenir compte des particulari-

tés psychologiques de l'addiction (impulsivité, intolérance à la frustration, déni...).

✓ tout le monde a sa place dans ce mouvement: il faut agir collectivement, et des compétences très variées sont nécessaires.

Où trouver des cas concrets?

Etienne Lecomte : Il y a maintenant plusieurs centaines d'initiatives qui bourgeonnent un peu partout dans le monde, dans des petites villes, des quartiers de grandes villes, des "pays", des îles... mais elles doivent rester à un niveau de proximité suffisant pour que les personnes impliquées aient des intérêts communs et des liens réguliers.

Ces initiatives sont situées essentiellement dans les pays anglo-saxons (www.transitiontowns.org), mais elles diffusent au-delà. Dans le monde francophone, le site www.villesentransition.net permet d'avoir une vue d'ensemble, tandis que la liste de discussion "Objectif résilience" (http://groups.google.com/group/objectif-resilience) permet de partager des contacts, des expériences, des documents, des événements...

En France, plusieurs dizaines d'intentions se sont signalées. La plus avancée est celle dans le Trièves, au nord de Grenoble (http://aprespetrole.unblog.fr)

Comment as-tu découvert les villes en transition ?

Etienne Lecomte : J'ai découvert ce mouvement lors d'un atelier "écologie et société" pendant l'université d'été 2009 d'Attac.

Comme beaucoup d'autres, j'ai été intéressé par le côté immédiatement pratique, concret, ouvert, donc capable de mobiliser largement, en particulier toutes les personnes qui ne se satisfont pas des lenteurs (voire des immobilismes, voire des régressions) dans le jeu officiel des grosses associations écologistes et des partis au niveau national et international.

Sur quel projet es-tu actuellement?

Etienne Lecomte : A Paris, nous sommes un petit groupe qui s'est constitué depuis le début de l'année par le jeu des réseaux et événements militants. Notre souci est justement de faire s'allier des militants, souvent critiques face à la neutralité d'un mouvement perçu comme "apolitique", avec des personnes qui ne sont pas "militants-professionnels" et restent méfiantes vis-à-vis de ce qu'elles perçoivent comme de "l'agitation sectaire".

Nous avançons lentement, prudemment, en essayant de faire se rejoindre les personnes et les réseaux à partir desquels quelque chose pourra démarrer (certaines AMAP - toutes ne sont pas forcément intéressées-, certaines associations de quartier, etc.).

Nous habitons en plein Paris, donc dans un environnement a priori peu propice à la "Transition": déjà les espaces cultivables sont très restreints (c'est une des plus fortes densités de population, avec une très faible surface d'espaces verts), et en plus (voire surtout), les liens sociaux sont très distendus, les personnes du voisinage se croisent et cohabitent sans se connaître. C'est un peu l'inverse du Trièves, où réside peu de monde, dispersé sur un très grand territoire, avec beaucoup de possibilités pour produire de la nourriture localement, mais avec alors d'autres problèmes (éloignement et difficulté à se voir rapidement, tensions entre "gens d'ici" et "néo-ruraux"...)

Quel serait ton premier bilan sur cette expérience de "Transition" ?

Etienne Lecomte : Trois d'entre nous sont allés suivre une formation à Totnes, très enrichissante pour nous extraire des théories et nous permettre d'aborder les réalités des autres. Chaque initiative de transition a ses particularités, ses difficultés, ses évolutions propres, dues à l'environnement, à l'histoire, aux personnes impliquées.

Le mouvement des villes en Transition se constitue en réseaux (nationaux, internationaux), afin de favoriser les contacts, l'accompagnement, les échanges d'expériences et d'outils, mais il n'y a pas de gourou, pas de label.

Les "transitionneurs" sont très modestes, tout à fait conscients des limites et des obstacles qu'ils rencontrent, à commencer par ceux propres à eux-mêmes, aux personnes et aux groupes.

CONFERENCE D'ETIENNE LECOMTE

Les villes en transition

Il s'agit d'inciter les citoyens d'un territoire (village, commune, ville ou quartier d'une ville) à prendre conscience du pic pétrolier, de ses profondes conséquences, et de l'urgence de s'y préparer.

Dès lors, chaque collectivité locale trouvera par elle-même les solutions qui lui conviennent en fonction de ses ressources et de ses enjeux.

Samedi 8 mai de 10h00 à 13h00 à la Fondation Manu Robles-Arangiz.



Su-mendia

Olagarroa

Ezagutzen ditut Islandiako su-mendiarengatik, hiruzpalau egunez Europa iparraldeko aireportu batean blokaturik gelditu zirenak, edo doi-doiatarik salbatu zirenak ere bai. Hemengo trenetan ehunka lagun ikusi nituen, ahal bezala sartuz, ba-tzuk ingelesez, beste batzuk frantsesez, nork daki nondik jinak eta nork daki nora abian, hegazkinik ez zebilelako.

Aitortu behar dut ene baitan irri pixka bat egin dudala, horrelakoetan ikusten baita natura dugula nagusi. Eta zer heinetan! Aski da su-mendi bat lehertzea, eta ipar hemisferioko zati handi batean sekulako kaosa sortzen da, hegazkinak gelditzen dira, eta gure mundu honen zati bat gelditzen da, ekonomiaren zati bat egoera larrian sartzen da...

XXI mendean ahanzten dugu zein ahulak izan gaitezkeen gure Lurraren eta zeruaren aurrean. Uste dugu dena kontrolpean dugula, dena mekanizatua dela, makinek egiten dutela dena gure partez... A zer boterea! Baina aski da sekulako ekaitza, lurrikara edo su-mendi bat, hori guztia geldiarazteko. Eta orduan ohar-tzen gara gure nagusitasun teknologikoarengatik, erosotasuna ekartzen badigu ere, zein ahulak garen. Teknologia gelditzen da, eta mundua (jendearena) gelditzen da.

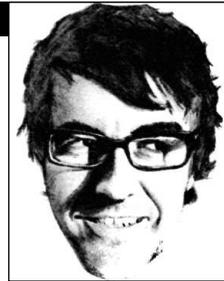
Horrekin ez dut erran nahi lehengora itzuli behar dugunik; teknologiaren erosotasunaren erabiltzaile eta zale bainaiz ni ere. Baina teknologiak ahantzarazi digun jakintza guztia berreskuratu behar genukeela iruditzen zait, uste baitut ezagutza teknologikoen garapenarekin batera, jakintza intelektualean gibelera egiten ari garela. Hegazkinaren kaosak badu bere xarma. Oporretatik itzultzen diren egunean lanean hasi behar dutenentzat, problema da; baina haiek ikusiko dute zergatik egiten dituzten holako bidaiak hain epe justuetan.

Nik, holako egoera batean, European edo Asian banintz bederen, lasai hartuko nuke eta trena edo holako garraibide bat hautatuko nuke, pazientziatz eta ustekabeko ibilbideaz gozatuz, emeki-emeki etxera itzultzeko.

□

IÑIGO FERNANDEZ OSTOLAZA

Publis publizitate agentziako bezeroarentzako zerbitzuen zuzendaria



Ontsa bizitzeko bidea

Donibane Lohitzuneko Mokoena Jauregiko soto azpian lurperatuta aurkitu dituzten objektu eta paper zaharrak tentuz aztertzen ari dira arkeologo, antropologo eta hizkuntzalariak. Oraindik goiz omen da zenbait ondorio ateratzeko, baina itxura guztien arabera, XVII. mende amaierakoak dira bertan agertu diren idatziak, han ezkutatuta asteak egin zituen konde edo aristokrata batenak. Frantsesez idatzita daude gehien-gehienak, baina euskarazko pasarte bitxi batek ematen die amaiera:

"Liburu sainduen kontre egin gabe, esan deigun garbi. Hautia gure da, ontsa bizi nahi denak, Paradusia lurrean nahi dianak, ez tiro ediren konseillu, manu edo erremedio hoberik ene honi baiño: Gose izandakoan ahoratu erruz jakiak, egarri izandakoan edan ura edo arnoa beldur gabe, logure izandakoan eman loari gorpua, barrenak hustutzeko beharra izandakoan hustu gustura, eta gainontzean, bizi eta goza zeure lenguaie propioan, eskuara noble eta maitagarrian."

Euskara hitz egitera animatzeko

Orain arte hamaika arrazoi entzunda nituen euskara hitz egitera animatzeko, baina bestelakoak: euskara mundu osoan hemen bakarrik egiten denez, hartan jardunda bertakoago sentitzen zarela; jatorri zeharo ezezaguna duen hizkuntza preindoeuropear exotikoa ahoratzeak ezberdin sentiarazten zaituela mundu globalizatu honetan; ederra dela XXI. mendean Europeanen bihotzean tribu aborigen bateko kide sentitzea; Euskal Herria den gorpuzari odola, bizia ematen diola euskarak; euskal kultura barrutik gozatzeko aukera ematen duela (euskarazko literatura, musika, bertsolaritza...); jasotako kultur altxorra seme-alabei oparitzeak ondo egindako lanaren sentsazioa ematen duela; balio emozional altuko tresna dela euskara senitarteko eta lagunarteko harremanetarako...

Nor bere hizkuntzan lasai eta gustura bizitzeko luxua

Orain, Donibane Lohitzunen aurkitu dituzten idatzietan, ikuspegi "berri" bat agertu

zaigu: mundualdi honetan ontsa bizitzeko, zoriona dastatzeko, gauza gutxi eta oinarrikoak baizik ez omen dira behar, eta haien artean ei dago nor bere hizkuntzan lasai eta gustura bizitzeko luxua.

"Arrazoi" indibidualistak eta "arrazoi" kolektiboak

Bizitza honetan ezerean faltarik izango ez zuen XVII. mende amaierako aristokrataren aldarrikapen antimaterialistak ez dirudi gaurkotasan handirik duenik, baina haren ikuspegia primeran egokitzen da gaur egungo gazteen jarrera indibidualista eta hedonistarekin. Euskaraz bizitzera edo egitera eramaten gaituzten "arrazoiak", ordea, oraindik ere oso-oso gutxitan izan ohi dira indibidualista hutsak, eta gehien-gehienetan "arrazoi" kolektiboekin ere izaten dute zerikusia.

Iraun duten hizkuntza komunitateak

Hori argi dute Jose Mari Sanchez Carrión Txepetxek eta Jon Sarasuak. Elkarrekin argitaratu zuten elkarrizketa liburuan, iraun duten hizkuntza komunitateek zergatik iraun duten azaltzeko, hiru arrazoi ematen dituzte: "zirena izateko poza" zutela, batetik; bestetik, konfiantza ere bazutela, norbera izatea norberarentzat ez ezik, beste guztientzat ere baliagarria dela; eta azkenik, bizinahia zutela.

Plazer indibiduala eta ardura kolektiboa euskararen inguruan uztartuak

Plazer indibiduala eta ardura kolektiboa, ezin hobeto uztartzen dira bi-biak euskararen inguruan. Beste zerk ematen dio gaur gizaki bati bi premia horiek hain modu ederrean asetzeko aukera?...

Mokoengan dago gakoa, gure mokoan: "Ontsa bizi nahi denak, Paradusia lurrean nahi dianak, egin beza eskuaraz alege-raki bere hiltziaz orhitu gabe."

□

Artikuluko zenbait gorabeherekin harrituta galdera pare bat egin dizkiogu egileari gure webgunean:
www.mrafundazioa-alda.org

Femmes du Caire

Une étude des formes que prennent, sur les bords du Nil, les rapports pervers entre télévision et réalité, en ce moment à l'Atalante.

Egypte - 2009 - 2h15 en VO.
Réalisé par Yousry Nasrallah avec
Mona Zakki, Mahmoud Hemeida,
Nesrine Amin, Sawsan Badr...

Le Caire, de nos jours. Hebba et Karim forment un couple de journalistes à succès, jeunes, riches et beaux. Hebba anime un talk-show politique, mais sa pugnacité anti-gouvernementale met en danger la promotion de son mari. Son émission troque alors la politique pour des faits divers féminins. Le succès est immédiat : Hebba passionne des millions de spectateurs avec des histoires vraies, pleines de surprises, de violences, de rebondissements, les emmenant des bas-fonds du Caire à la jet-set, dans un tourbillon de sen-



sualité et d'inventivité romanesque. Mais où s'arrête la politique et où commence la question de la condition féminine ?

Quatre destins croisés

Yousry Nasrallah fut l'assistant puis scénariste de Youssef Chahine, avant de réaliser LA PORTE DU SOLEIL, magnifique fresque sur l'histoire palestinienne présentée au festival de Cannes en 2004.

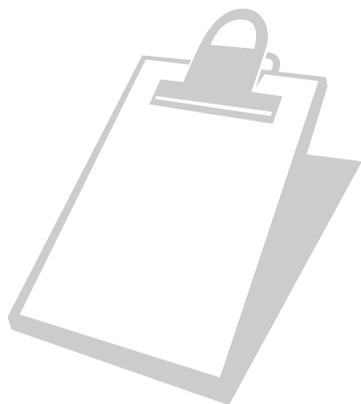
Avec FEMMES DU CAIRE, Prix du Public au Festival des Trois Continents, Nasrallah se saisit d'un scénario de facture populaire renouant avec une grande tradition du cinéma égyptien : le mélodrame et met en scène quatre destins croisés qui parlent de sexualité, chose rare dans le cinéma égyptien.

Mélodrame politique

Les femmes invitées sur le plateau de la belle Hebba sont des Shéhérazade en sur-sis, travaillées par leur transgression et confrontées à ses conséquences. En s'attaquant aussi directement à l'oppression des femmes, Yousry Nasrallah signe un vrai mélodrame politique, au retournement final particulièrement ironique et surprenant. ...



L'Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga :

www.mrafundazioa-alda.org

FORMATIONS DE BIZI!

L'explosion programmée du prix du pétrole, les objectifs à atteindre pour éviter l'emballement climatique vont bouleverser nos sociétés. Et si on s'y préparait dès aujourd'hui, plutôt que de prendre brutalement cette grande transformation en plein visage ? Quelles sont les transitions souhaitables, possibles dès aujourd'hui et heureuses ?

Vendredi 7 mai à 19h30 au Txiriboga : conférence gesticulée avec **Mathieu Doray**. Mélant humour et pédagogie, Mathieu Doray rend accessible ces thématiques aux plus jeunes et aux plus novices, sans jamais s'ennuyer. N'hésitez pas à amener du monde !

Samedi 8 mai de 10h00 à 13h00 et de 15h00 à 17h00 à la Fondation Manu Robles-Arangiz (possibilité de n'assister que le matin ou l'après-midi) : Formation, échange sur des expériences concrètes et débat

De 10h00 à 13h00 :

Les plans climat énergie citoyen : Des groupes de citoyens concernés se sont déjà constitués afin de réaliser ce que les politiques se refusent à faire : se projeter dans l'avenir et proposer des solutions socialement justes à l'aggravation programmée des crises énergétiques et climatiques, avec **Mathieu Doray**

Les villes en transition : Il s'agit d'inciter les citoyens d'un territoire (village, commune, ville ou quartier d'une ville) à prendre conscience du pic pétrolier, de

ses profondes conséquences, et de l'urgence de s'y préparer. Dès lors, chaque collectivité locale trouvera par elle-même les solutions qui lui conviennent en fonction de ses ressources et de ses enjeux, avec **Etienne Lecomte**.

A 13h00, repas à 11 euros sur place (s'inscrire au 05 59 25 65 52 ou bizimugi@orange.fr)

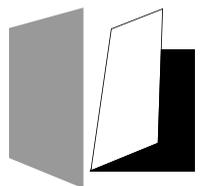
De 15h00 à 17h00 : La Taxe Carbone en questions : débat

A quoi aurait-elle dû servir ? Pourquoi la Taxe Carbone proposée par Sarkozy était insuffisante et inefficace. Pourquoi ce sont les plus pauvres qui paieront les conséquences d'un renoncement à la Taxe Carbone, et pourquoi le MEDEF s'en réjouit. En quoi ce renoncement constituerait-il un vrai crime contre nos propres enfants ?



Mathieu Doray est ingénieur agronome et docteur en écologie marine, président d'ATTAC 44 et animateur du plan Virage Énergie-Climat Pays de la Loire.

Etienne Lecomte, membre de la commission Écologie-Société d'Attac, participe au lancement du réseau des Villes en Transition - Île-de-France (centre et banlieues).



MANU
ROBLES-ARANGIZ
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrkia
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



L'incapacité du Tribunal constitutionnel espagnol à rendre un avis qui fasse entrer dans la légalité le nouveau statut catalan voté en 2005, la vague des référendums qui cristallisent près de 20% d'indépendantistes, suscitent de gros remous au sein du PS catalan. Il redoute de perdre les élections autonomiques en novembre prochain.

proche des socialistes, affirme que le résultat approcherait du double, en cas de référendum officiel. Des élus locaux du PSOE catalan soutiennent la démarche référendaire et même l'ancien président de la Generalitat, ex-maire de Barcelone, Pasqual Maragall, l'a publiquement approuvée, bien qu'il se soit ensuite rétracté.

(Suite page 10) 



Le Tribunal constitutionnel d'Espagne

catalan

du Tribunal constitutionnel (TC) car il a rédigé un rapport préalable sur la compatibilité du nouveau statut avec la Constitution espagnole. La Generalitat (gouvernement catalan) présente un recours pour s'opposer à cette récusation et récuse à son tour un autre magistrat.

● **19 octobre 2007**: le gouvernement espagnol récuse deux magistrats du TC car ils ont désapprouvé la réforme qui prolongeait le mandat de la présidente du Tribunal constitutionnel.

● **18 mai 2008**: un magistrat du TC meurt et la récusation effective d'un second font que désormais les magistrats conservateurs et progressistes sont à égalité au sein de la haute cour.

● **Juin 2008**: Le Tribunal constitutionnel (TC) ne parvient pas à élaborer un avis cohérent recueillant une majorité suffisante sur la loi-cadre catalane. Sa présidente explique son retard par les procédures de récusation et les nombreux recours sur d'autres lois, en particulier celles présentées contre le «*Plan Ibarretxe*».

● **De 2006 à 2008**, le parti républicain indépendantiste ERC est agité par de grosses tensions internes, sa base vit mal l'expérience de gestion gouvernementale pratiquée par ses leaders aux côtés des socialistes. Cadres et militants quittent le parti, ils généreront une nébuleuse qui mettra en œuvre la démarche des référendums sur l'indépendance.

● **13 septembre 2009**: la cité d'Arenys de Munt donne le coup d'envoi de la série de référendums non officiels sur l'indépendance de la Catalogne. Ils se succéderont le 13 décembre, puis en février et avril 2010, et durant toute l'année jusqu'au vote de la capitale Barcelone en 2011. Les résultats obtenus ont déjà un effet considérable sur les positions de la plupart des grands partis catalans, sceptiques au départ.

● **26 novembre 2009**: excédés par le blocage qui perdure, douze quotidiens catalans publient un retentissant éditorial commun intitulé «*La dignité de la Catalogne*». Le mauvais fonctionnement du TC frise alors la caricature. Seuls six magistrats siègent

conformément à la loi, du fait des procédures de récusation ou de la fin légale de leurs mandats. Les autres siègent par le biais d'une prorogation artificielle de leurs mandats, le PP et le PSOE étant incapables de se mettre d'accord pour désigner leurs remplaçants.

● **Le 16 avril 2010**: le TC examine le cinquième projet de décision. Il n'obtient pas la majorité légale des trois cinquièmes et il est rejeté après trois jours de délibérations.

Le vice-président du TC est désigné pour rédiger un sixième projet de décision. Quinze jours plus tard, il élabore trois textes à la carte, en plaçant le curseur de l'inconstitutionnalité plus ou moins haut. Curieuse façon de dire le droit.

● **Le 26 avril 2010**: le président socialiste de la Generalitat José Montilla et le leader de CiU Artur Mas scellent un accord pour exiger que le TC se déclare incompétent sur le statut et pour que l'Etat engage une réforme du fonctionnement de la haute cour. Il est approuvé deux jours plus tard par le parlement catalan.



Tribunal constitutionnel paralysé

☞ (Suite de la page 9)

Le très timoré Josep Duran, numéro 2 de CiU et porte-parole aux Cortés, s'est opposé aux

référendums au nom de l'autonomisme le plus mou. Pragmatique, il convient aujourd'hui qu'il faut bien tenir compte de leur résultat... Reprenant un concept cher au philosophe allemand Jürgen Habermas,

se déclare incompétente sur le statut catalan. Le PSOE et CiU tentent de sauver les meubles en faisant pression sur le gouvernement central.

Zapatero visé

Deuxième missile catalan lancé dans le jardin du premier ministre espagnol, les déclarations de deux cadres du PS catalan: Antoni Castells, conseiller (ministre) du gouvernement

autonome, affirme que José Luis Rodríguez Zapatero ne soutient pas le statut catalan avec suffisamment de vigueur et demande que son parti se démarque de la maison-mère, le PSOE. Jaime Collboni, directeur de campagne de José Montilla pour les futures élections, en rajoute une couche en déclarant qu'il vaudrait mieux que Rodríguez Zapatero ne participe pas à la prochaine campagne électorale des autonomiques. Scandale et rappel à l'ordre immédiat du PSOE et de La Moncloa, siège du gouvernement espagnol! La tension entre le parti et sa succursale est à son comble. Il faut que José Montilla remette de l'ordre dans la bergerie. Jaime Collboni est sommé de présenter ses excuses. Nous sommes ici très loin de la situation parfaitement verrouillée que l'on connaît en Pays Basque où une pression du «Parti socialiste d'Euskadi» sur le PSOE est inimaginable. Au-delà ou grâce aux remous qui agitent le camp socialiste et également l'ERC ou la mouvance indépendantiste, une Catalogne nouvelle est possible, elle est déjà en gestation. Une fraction de plus en plus large de l'opinion publique du pays qui avait mis ses espoirs dans un statut catalan renouvé, sait qu'il sera de toutes façons mis en pièces par l'Etat Espagnol: «Madrid ne permet pas à un pays normal de fonctionner normalement». Alors la Catalogne tourne ses yeux vers d'autres horizons.



Josep Duran considère que le patriotisme constitutionnel si fort en 1978, est désormais en péril dans l'Espagne d'aujourd'hui. Le PSOE vit mal cette situation et surtout redoute d'en payer la facture. Il craint qu'elle ne lui fasse perdre les prochaines élections autonomiques à l'automne prochain. Puis dans la foulée, la crise économique gravissime aidant, les élections législatives de 2012. Il sent déjà le vent du boulet. Statut en panne et dynamique référendaire sont un boulevard pour les souverainistes. Alors les dirigeants socialistes catalans prennent les devants. Le président de la Generalitat José Montilla et le leader autonomiste de CiU Artur Mas signent le 26 avril une résolution qui sera votée deux jours plus tard par le parlement catalan (115 députés sur 135). Elle réaffirme la pleine «*constitutionalité*» du statut d'autonomie, demande aux Cortés et au Sénat de réformer le fonctionnement du Tribunal constitutionnel, de changer la loi pour éviter le maintien en fonction des magistrats du TC au-delà de la fin de leur mandat et enfin réclame à la haute cour qu'elle

Le Tribunal constitutionnel

CHARGE de veiller au respect de la Constitution espagnole de 1978, le Tribunal comprend douze membres, nommés par le roi pour un mandat de neuf ans qui ne peut être renouvelé. Quatre sont proposés par le Congrès des députés à la majorité des trois cinquièmes, quatre par le Sénat à la même majorité (sur candidats proposés par les parlements des régions autonomes), deux par le gouvernement et deux par le Conseil général du pouvoir judiciaire, toujours avec une majorité des trois cinquièmes. Un tiers du Tribunal est renouvelé tous les trois ans, ses membres sont inamovibles pendant la durée de leur mandat. Le Président est nommé pour trois ans par Juan Carlos, sur proposition du Tribunal. Sa présidente actuelle est María Emilia Casas, première femme nommée à ce poste.

La haute cour est compétente pour statuer sur les recours en inconstitutionnalité des actes ayant force de loi, à la demande du président du gouvernement, de cinquante députés ou sénateurs, du Défenseur du peuple, des organes exécutifs des Communautés autonomes ou des assemblées de ces Communautés. Nous sommes dans ce cas de figure depuis quatre ans avec le nouveau statut d'autonomie catalan, hier ce fut le cas avec le «*plan Ibarretxe*», le projet de statut basque de souveraineté-association. La plupart des décisions du Tribunal doivent être prises à la majorité des deux tiers. Cette dernière règle ainsi que le système de désignation des membres, paralysent aujourd'hui l'institution sur une question aussi sensible et politique que la question nationale catalane.



Haize Hegoa

JUSQU'À présent, nous étions habitués à des lehendakari relativement sérieux, austères et sans beaucoup de sens de l'humour, du moins lors de leurs apparitions publiques. Lopez, le lehendakari du «*changement*» grâce à son concubinage avec les post-franquistes, maintient le sérieux de ses prédécesseurs, mais on observe chez lui un humour contenu et profond. En guise d'échantillon et alors que Sarkozy se torture les méninges à la recherche de l'identité perdue entre Astérix et la burka, Patxi déclare sans rougir: «*mon identité est complexe, elle commence dans une rue de Portugalete et finit nulle part*». Pour surmonter la crise rien de mieux qu'un triste qui nous fait sourire. Mon manque de rigueur philoso-

phique m'interdit d'analyser en profondeur cette affirmation d'anthologie. L'identité plurielle n'a-yant pas de frontières, Federico Krutwig et sa vaste Vasconia me reviennent à l'esprit quand j'observe l'intérêt que Lopez porte à l'Aquitaine, à la Navarre, à la Rioja et, comme il le dit, à «*d'autres voisins*». Il a même adapté la carte de la météo à ces principes. Récemment, il vient d'avoir un entretien avec Lula da Silva. Il ne nous manque plus que la samba! Espérons toutefois que le trio Lopez-Ares-Basagoiti n'arrive pas à déstabiliser Otegi, Urkullu et Aintzane Ezenarro.

Luxia
Urruña 2 mai 2010

Durcissement du code pénal espagnol

LA session plénière du Congrès espagnol a approuvé la réforme du Code pénal qui prévoit d'imposer une «*liberté surveillée*» de vingt ans supplémentaires aux prisonniers politiques basques une fois leur peine accomplie. La réforme prévoit aussi le durcissement des condamnations pour délits de «*terrorisme*». Le PSOE, CiU et ERC ont voté en faveur de cette réforme, alors que le PNV et NaBai ont voté contre et le PP s'est abstenu.

Procès Udalbiltza

LE 29 avril 2003, le juge Garzón ordonnait la dissolution d'Udalbiltza, la saisie des comptes et l'emprisonnement de 22 élus municipaux, dont un d'Iparralde, Xarlot Etxezaharreta, conseiller municipal abertzale d'Hazparne. Tous étaient relâchés au bout de 6 à 10 mois, mais restent inculpés. Le procureur de l'Audiencia nacional, appuyé comme toujours par le groupuscule d'extrême droite, Dignidad y Justicia, a demandé des peines de 10 à 23 ans de prison contre les prévenus au motif de leur «*participation à ETA*».

Sept ans plus tard, toujours pas de date fixée pour le procès. Le 29 avril date anniversaire de la rafle, les inculpés et leurs soutiens ont dénoncé le vide du dossier et le délai inadmissible de la tenue du procès, contraire aux dispositions législatives espagnoles. Lors de rassemblements devant une quarantaine de mairies d'Hegoalde et une conférence de presse tenue à Bayonne, ils ont pointé la volonté de l'Etat espagnol de criminaliser l'engagement politique des élus de la mouvance Batasuna.



preso

Joseba Fernandez Aspurz en grève de la faim depuis 24 jours

● Le prisonnier politique basque Joseba Fernandez Aspurz, arrêté le 16 mars dernier en région parisienne à la suite d'un échange de tirs avec la police qui avait entraîné la mort d'un gendarme, est en grève

de la faim depuis 24 jours, pour dénoncer le régime d'isolement qui lui est appliqué à la prison de Poitiers. Il revendique d'être placé avec d'autres prisonniers basques.

L'isolement a été qualifié de «*torture*» blanche par de nombreuses organisations de défense des Droits de l'homme, sa disparition fait partie des revendications du Collectif des Prisonniers politiques basques.



Crispations (3)



Même si le sujet de la burqa, nikat et autres voiles est sérieux, il n'est certainement pas d'urgence absolue"

● Jean Haritschelhar

BURQA, nikat et autres voiles. Pourquoi un tel emballement? N'y a-t-il pas de sujets plus importants en France? Avec juste raison le gouvernement a demandé son avis au Conseil d'Etat, mais, aux dernières nouvelles il semble ne pas en tenir compte puisqu'il a décidé de passer en force. Il serait curieux de voir la loi votée par le Parlement être retoquée par le Conseil constitutionnel. Comme toujours les ingégristes sont aux commandes, en l'occurrence les Salafistes qui érigent en loi une coutume de certains pays arabes et se réfèrent au Coran alors que la majorité des musulmans récuse cette référence.

Burqa et nikat sont inacceptables, le voile étant intégral pour la burqa, alors que les yeux de la femme sont apparents avec le nikat. Alors qu'il faudrait réfléchir calmement, tout au contraire, la machine s'emballa, un ministre de l'Intérieur qui en rajoute une couche avec la polygamie et la menace pour le polygame de le déchoir de la nationalité française. Nouvelle crispation en vue car dans tous les partis, y compris ceux de la majorité, on s'interroge et les opinions divergent. Même si le sujet est sérieux, il n'est certainement pas d'urgence absolue.

Egunkaria: Il ne s'agit pas d'urgence pour nos voisins ibériques, mais la conclusion

d'une crispation d'il y a sept ans. Le juge Juan Del Olmo Galuez a considéré que ce premier quotidien en langue basque devait être fermé par le fait "qu'il a été créé, financé et dirigé par l'ETA". La paranoïa de l'époque qui est plus qu'une crispation voulait qu'il y eût un terroriste derrière chaque bascophone. La sentence des juges de "l'Audiencia nacional" est, à ce sujet, très explicite: "La vision étroite et fautive selon laquelle tout ce qui a à voir avec la langue et la culture basques est instrumentalisé et contrôlé par l'ETA conduit, dans le processus pénal, à une évaluation erronée des données et des faits, ainsi qu'à l'inconsistance de l'accusation". Voilà qui est net et bien dit, sept ans après la suspension "d'Egunkaria".

Une simple anecdote sur la méfiance que le Basque peut inspirer. A l'aéroport d'Atlanta (USA) parmi tous les passagers en provenance de Madrid figurent quatre Basques. Trois d'entre-eux passent à la douane sans encombre, le quatrième, au contraire, doit ouvrir sa valise dans laquelle on ne trouvait rien d'anormal. Il est vrai que ce quatrième portait manifestement le signe ostentatoire du Basque, c'est-à-dire le béret. Ce Basque, le plus âgé des quatre, porteur du béret était le président d'Euskaltzaindia, votre serviteur en l'occurrence, n'aurait-il pas pu être susceptible d'être membre d'ETA?

Victimes du franquisme: La classe politique espagnole s'agite depuis quelques années parce que le juge Garzón a autorisé les fouilles des charniers dont les franquistes sont coupables. Pendant la guerre on a fusillé de part et d'autre, mais au lendemain de la guerre, en pleine dictature franquiste pure et dure, la répression s'est manifestée avec son contingent de morts par exécution. Même si la transition a jeté un voile pudique sur cette période par souci de rassemblement, il n'empêche que l'oubli ne peut être obtenu ainsi et que les fils et petits-fils des républicains ou des abertzale au Pays Basque ont droit à la vérité. Il est indécent que des descendants de criminels (Falange española encore vivante) puissent attaquer le juge Garzón pour ce que j'appellerais "le respect de tous les morts".

Retraites: Sujet on ne peut plus sérieux, mais source de crispation. L'âge légal de la retraite est de 60 ans en France et l'on fait remarquer qu'il est plus tardif chez les voisins. Pourquoi retarder cet âge légal quand on sait que le patronat a pratiqué la "pré-retraite" depuis longtemps et qu'il n'hésite pas à licencier les quinquagénaires qui lui coûtent cher pour les remplacer par des CDD. Pour ces quinquagénaires, seul a compté l'âge "réel" et non point l'âge "légal".

Notre couverture: Xarlo Eizezaharreta, ancien conseiller municipal d'Hasparren, inculpé dans l'affaire Udalbiltza.

Sur votre agenda

Maiatza:

- **A partir du vendredi 7, DONIBANE GARAZI** (Cinéma Le Vauban). Festival de danse: T-Danz Udaberri.
- **Vendredi 7, à partir de 16h30, MONT DE MARSAN** (Théâtre municipal), à partir de 16h30: Table ronde: "L'eau et la santé - Agriculture malade, malades de l'agriculture?".
- **Vendredi 7, 19h, OXOZELAIA** (Grottes). Lecture musicale et chorégraphique par la Compagnie des Syrtas.
- **Vendredi 7, 21h, HELETA** (Itsasoa, La Mer). Théâtre en basque: Pepino

Ustelak de et par Jabier Barandiaran.

- **Jusqu'au samedi 8, BAIONA** (Kalostrape). Exposition peinture: "De mi... / Nitaz..."
- **Samedi 8, de 10h à 17h, BAIONA** (Fondation Manu Robles Arangiz). Conférences et débats organisés par BIZI!: "Et si on parlait de transition".
- **Samedi 8, 21h, DONIBANE LOHITZUNE** (Eglise). Chant choral: Goraki.
- **Dimanche 9, SENPERE.** Herri Urrats.
- **Vendredi 14 et samedi 15, BAIGORRI.** Fête de la Cave d'Irulegi et Euskal Trails. Promotion de la Vallée de Baigorri.

26. Solasaldiak Baionan maiatzaren 12 eta 13an

Asteartekina 12a:
Euskal Erakustokian 18:30
Maiatz 50: 30 urteren lekuko

Osteguna 13a:
Eusko Ikuskuntzan
09:30 Literaturgintza

Osteguna 13a:
Eusko Ikuskuntzan 14:30
Herri Ikuskuntzako Literatur aldizkari bitarteko

Osteguna 13a:
Euskal Erakustokian
19:00 Mahmud Darwiche-ri omenezko

maiatz

Sommaire

- **CAHIER N°1 ENBATA**
Tribunal constitutionnel paralysé 4, 9 et 10
Procès d'Udalbiltza 11
- **CAHIER N°2 «ALDA»** quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Fax: 05 59 46 11 09

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190 **Mail:** enbata@wanadoo.fr